



INTÉGRATION: GENÈVE REPRI

CONSTAT D'ÉCHEC • Cinq ans après la création d'un Bureau de l'intégration, l'exécutif genevois parle d'échec: au nouveau délégué de remettre l'ouvrage sur le métier. Tandis que Vaud se cherche en matière d'intégration, Neuchâtel est cité en exemple.

DIDIER ESTOPPEY

L'intégration, ça ne se décrète pas. Et Genève a eu le tort de vouloir décréter sa politique en la matière sans connaître les problèmes auxquels elle devait répondre. Cinq ans après l'adoption d'une loi sur l'intégration et la création du bureau en charge de sa mise en œuvre, c'est presque à un mea culpa que se livrait hier, devant la presse, le conseiller d'Etat Laurent Moutinot. Son collègue François Longchamp n'a pas été plus tendre: «Jusqu'ici, nous n'avons jamais eu de stratégie d'intégration bien définie.» Et Laurent Moutinot d'enfoncer le clou: «Pour l'instant, la politique d'intégration genevoise, c'est beaucoup de papier et peu d'action.»

Un «no man's land»

C'est paradoxalement à l'occasion de la publication d'un volumineux rapport en deux volets que le Conseil d'Etat dresse ce constat amer. Signé par l'ex-syndicaliste Ismail Türker, le document consiste en un «inventaire raisonné» de l'intégration à Genève établi sur mandat du gouvernement. Une sorte de photographie dont il ressort une multitude d'actions éparses (lire ci-contre), mais sans que personne ne cherche vraiment à les organiser ou les coordonner.

Avec un constat décapant: malgré une multitude d'acteurs et de nombreux points forts dans l'intégration de ses populations étrangères, Genève reste un désert en matière d'accueil de la plupart des nouveaux arrivants. Une structure a bien été mise en place s'agissant des fonctionnaires internationaux, alors que l'Hospice général se charge d'accueillir les requérants d'asile. Mais hormis ces deux catégories spécifiques de migrants, c'est le «no man's land», pour reprendre la formule de François Longchamp.

Ça va changer, promet Laurent Moutinot. Le Conseil d'Etat n'entend pas «jeter le bébé avec l'eau du bain», mais adopter une «approche pragmatique». Le gouvernement pense avoir trouvé l'homme de la situation en la personne d'André Castella, délégué ad intérim depuis le 1^{er} juillet, qu'il va confirmer officiellement dans son poste lors de sa séance de demain. Le nouveau délégué et son équipe auront six mois pour fournir un plan d'action, et ceci sur la base du rapport Türker et de ses quatre recommandations, que le Conseil d'Etat a d'ores et déjà faites: élaborer et mettre en œuvre un concept global d'accueil des immigrants, ainsi que des Suisses de retour de l'étranger; développer des cours de civisme qui pourraient être intégrés à ceux de français; lancer une campagne de sensibilisation aux enjeux de l'intégration qui s'adresse à tous,

Suisses et étrangers, avec un langage commun; coordonner et consulter, enfin, la multitude d'organismes actifs dans le domaine de l'intégration.

«Ce que nous voulons maintenant, ce sont des propositions concrètes et opérationnelles, prévient Laurent Moutinot, pas un nouveau rapport!» Un message reçu cinq sur cinq par André Castella, qui se réjouit de disposer de cette «feuille de route»: «Le Bureau a trop longtemps été perçu comme une machine à intégrer alors que l'intégration n'est pas un acte administratif... Nous devons multiplier les contacts, stimuler et fédérer les multiples initiatives existant sur le terrain.»

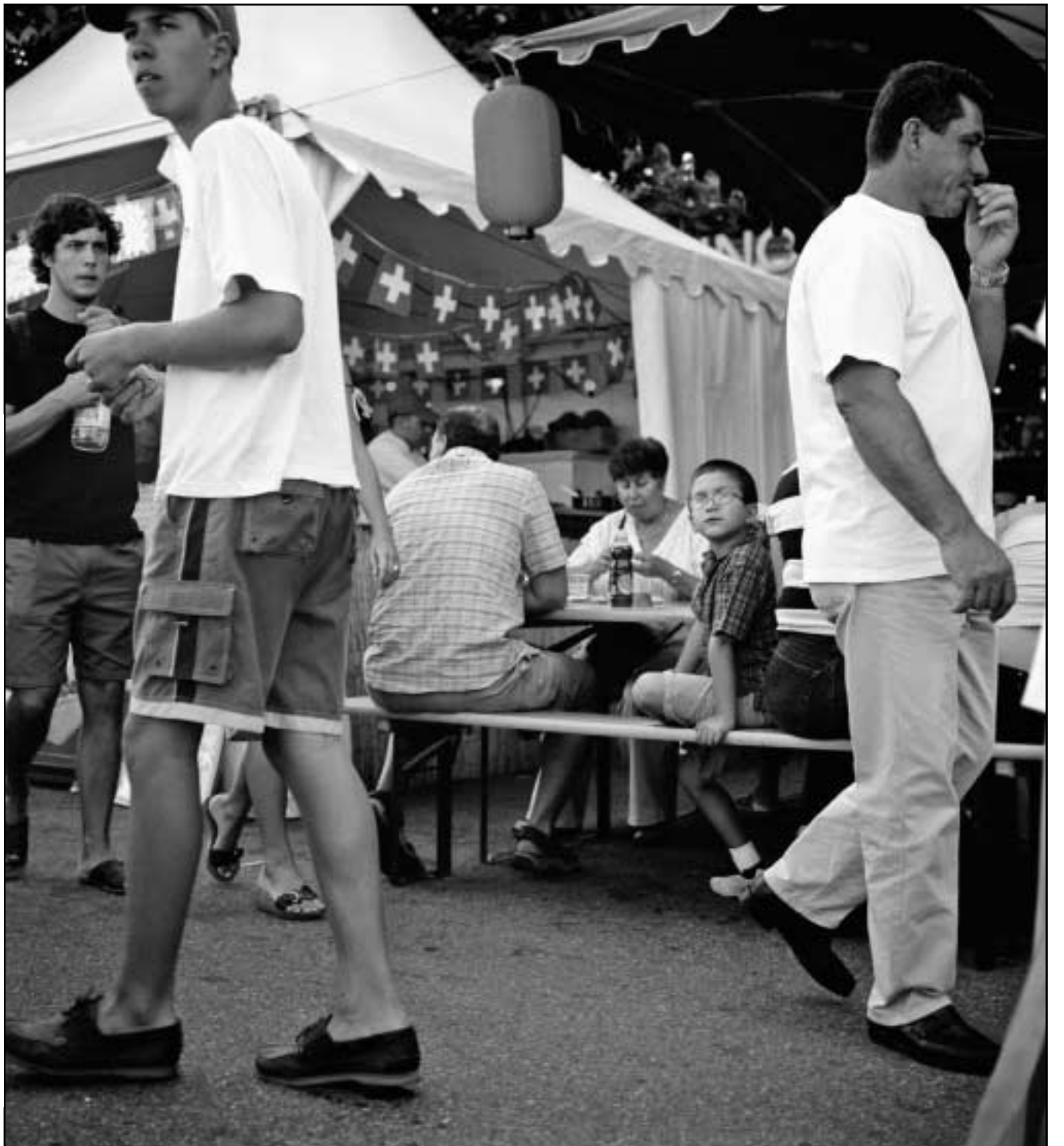
Genève reste un désert en matière d'accueil de la plupart des nouveaux arrivants

A terme, le Conseil d'Etat a également identifié deux catégories de population auxquelles il entend être plus particulièrement attentif: les immigrants des deuxièmes ou troisièmes générations et les migrants du troisième âge. S'agissant des «secundos», l'intégration s'est faite jusqu'ici sans problème majeur, note Laurent Moutinot. «Mais la France voisine offre de nombreux exemples de ce qui se passe lorsque l'ascenseur social ne fonctionne plus.»

Les migrants âgés sont quant à eux de plus en plus nombreux à rester à Genève à leur retraite, ou à faire des allers et retours entre la Suisse et leur pays d'origine. «Nous devons analyser plus sérieusement leurs besoins, leurs réseaux familiaux et sociaux, note François Longchamp. Car une politique de prise en charge des personnes âgées, notamment en EMS, ça se dessine vingt ans à l'avance.»

Pas de contrats d'intégration

Si le canton promet désormais d'appuyer sur l'accélérateur intégratif, il n'envisage par contre aucune modification de sa politique en lien avec la nouvelle loi sur les étrangers. Laurent Moutinot se montre notamment très sceptique quant à un instrument rendu possible par cette loi, ces fameux contrats d'intégration qui sont sur toutes les bouches. «La loi ne permet de les imposer qu'à de nouveaux arrivants extra-européens, rappelle le magistrat. A Genève, ceci ne concerne que quelques centaines de personnes, généralement très qualifiées. On ne va pas accueillir les informaticiens indiens ou chinois recrutés par des multinationales en commençant par leur imposer des cours de français, ça n'aurait pas de sens.»



En matière d'intégration, Genève exploite mal son riche potentiel. BATTISTON/REGARDIRECT

La vraie intégration s'ignore souvent

«Beaucoup de gens font de l'intégration sans le savoir.» Le constat désabusé jeté par le conseiller d'Etat Laurent Moutinot sur l'action des quatre délégués qui se sont succédé à la tête du BIE ne vaut pas pour l'intégration elle-même: Genève est riche en la matière d'un potentiel souvent insoupçonné. Ce ne sont en effet pas moins d'une centaine d'associations ou d'organismes actifs auprès des migrants qu'Ismail Türker, auteur d'un rapport sur la question (lire ci-contre), a contactés en vue de son inventaire. Sans parler de ceux qu'il n'a pas eu le temps de joindre... Genève compte ainsi pas moins de 250 associations d'immigrés, implantées au sein de la plupart des 192 nationalités recensées dans le canton.

«Nous n'avons pas trouvé un seul domaine où rien ne soit fait, résume l'expert. Plus de 3000 bénévoles travaillent régulièrement sur 18 thématiques liées à l'intégration.» Environ 10 000 personnes suivent ainsi chaque année des cours de français, alors qu'environ 300 remplissent constamment des listes d'attente.

Une multitude d'énergies qui, même si elles mériteraient d'être mieux fédérées, ne sont pas sans obtenir des résultats. Le rapport de M. Türker est ainsi riche en «points forts» relevés dans l'intégration genevoise. Avec, au premier plan, l'économie: 53% des actifs genevois sont issus d'une migration qu'on accuse souvent de venir grossir les statistiques du chômage... M. Türker salue aussi les succès genevois en matière de scolarité et de formation, notant qu'avec ses 38%

d'étrangers «et le pourcentage important d'élèves immigrants au sein de l'école publique obligatoire et post-obligatoire, le DIP (*Département de l'instruction publique*, ndlr) et les services spécialisés ont su s'adapter aux changements intervenus au niveau des flux migratoires sans aucune discrimination».

Car c'est un autre des principaux enseignements de l'inventaire: les populations étrangères à Genève sont loin de constituer une réalité figée. Sur les 60 000 immigrants arrivés au bout du lac entre 2002 et 2006, 20 000 sont déjà repartis. Autre évolution: les migrants sont désormais majoritairement des migrantes. Les femmes constituent 53% des nouveaux arrivants, alors qu'elles n'étaient qu'une vingtaine de pour-cent il y a une dizaine d'années.

C'est donc bien à des communautés et à des besoins multiples que doit faire face une politique d'intégration, relève M. Türker. En soulignant que la prévention du racisme et de la xénophobie souffre trop souvent du travers consistant à s'adresser aux Suisses pour qu'ils apprennent à mieux connaître des étrangers présentés comme un tout uniforme. «Il y a aussi du racisme anti-Suisses, et surtout des discours de rejet de certaines communautés étrangères envers d'autres, qu'une politique de prévention doit combattre», tient-il à avertir.

Face aux crispations grandissantes que l'on peut observer entre certaines communautés, le «vivre ensemble» ne peut se concevoir sans l'apport positif

des communautés elles-mêmes, soulignent les conclusions du rapport. Ceci après un constat alarmant: Genève connaît une immigration qui se vit de plus en plus à deux vitesses. D'un côté, on voit arriver au bout du lac «de plus en plus de personnes hautement qualifiées, avec permis, mais avec un taux de rotation élevé, de l'autre, de plus en plus de personnes en situation de précarité, non qualifiées, sans permis valables».

Des réalités contrastées dont André Castella, nouveau délégué à l'intégration, entend tirer parti pour mettre en évidence les multiples apports positifs de la migration à Genève. «J'aimerais qu'on ne parle pas que du jeune étranger qui arrache un sac à main, mais aussi de celui qui réussit ses études.» Car l'intégration, c'est aussi un combat de tous les jours contre les clichés. Ismail Türker a été frappé du nombre de commerçants lui ayant confessé souhaiter embaucher un Kosovare, mais ne pas oser le faire par crainte des réactions de leur clientèle... Pourtant, la communauté kosovare est parmi celles dont le dynamisme a le plus marqué Genève, observe Laurent Moutinot. «Il y a une vingtaine d'années, il s'agissait essentiellement d'hommes seuls actifs dans des emplois précaires. Aujourd'hui, grâce au regroupement familial, on trouve dans cette communauté toutes les classes d'âge et une riche palette de métiers. Et le casseroier d'il y a vingt ans est très souvent devenu patron de son propre restaurant.» DEY